

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

Directeur politique : Bertrand Renouvin

7 DÉCEMBRE AU 20 DÉCEMBRE 1978

8^e ANNÉE — N° 282 — 4,00 F

l'europe est morte



**socialistes :
vers
l'éclatement ?**

page 3

**" le printemps
la commune
et le roi "**

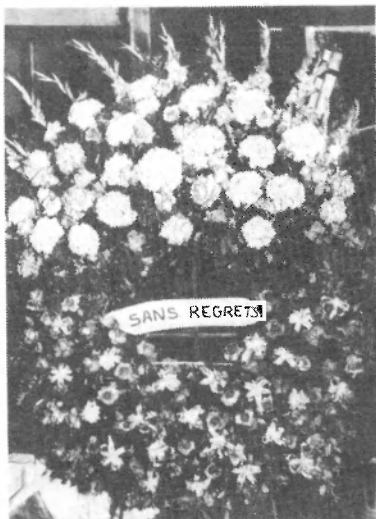
page 6 et 7

albert camus

page 5

**histoire :
royalistes
en moyenne**

page 9



L'Europe est morte? Eh oui, l'éditorial de Bertrand Renouvin montre comment les politiciens discutent sur un cercueil dans lequel dorment les espérances trahies depuis trente ans. La vie politique sera-t-elle donc longtemps tissée d'impostures et des discussions vaines des appareils (notre rubrique **Nation Française** qui aborde successivement le P.S., les radicaux et la C.G.T.). Il faut bien parler des réalités les plus dures : le racisme au quotidien (**presse au crible**), les manœuvres de M. Hersant (article de H. Vincent).

Mais pour un avenir meilleur, il est des voies possibles. La réflexion du rédacteur en chef du « Monde » André Fontaine nous est utile (critique de Saint Valier en rubrique **Lire**). Le témoignage d'Albert Camus près de vingt ans après sa mort garde toute sa force (les **Idées de Gérard Leclerc**). Il y a également l'espoir ouvert par la création : cette jeune romancière que nous aimons déjà, Hélène Bleskine (**Lettres par Pierre le Coûu**) et nos amis chanteurs du groupe « Drôle de vie » (article de François Viet). La création au cinéma aussi, avec ce **Paradis des riches**

Mais pour nous l'avenir est plus que jamais royal. S'il nous est précieux d'étudier l'histoire passée du mouvement royaliste en Mayenne (Hubert Bocquillon en rubrique **Histoire**), c'est surtout une joie d'accueillir dans nos pages centrales Luc de Goustine qui nous annonce le printemps, la commune et le roi!

un pays raciste des pieds à la tête

Il y a d'abord eu l'affaire Darquier de Pellepoix lancé par l'Express. Selon le Times de Londres l'émotion suscitée dans l'opinion publique de notre pays était à l'honneur de la France. Puis des journalistes nous ont fait découvrir le scandaleux professeur Faurisson qui soutient à ses étudiants de l'Université de Lyon que l'extermination des juifs dans les camps nazis était un mythe. Tant de bruit, une telle unanimité, tout cela finit par sembler suspect.

Pour Serge July de Libération : « Il faut se méfier des unanimités. Trop c'est trop, et à en croire les clameurs, il n'y aurait pratiquement plus d'antisémites en France, à l'exception de Darquier et de cet enseignant. La France est vierge et le mal a des visages, contre lesquels le consensus national a pu enfin se reconstituer. La façade nationale, faite des pierres communistes, présidentielles, socialistes, gaullistes et intellectuelles est immaculée. Excellente opération où tout un chacun gagne l'absolution à peu de frais. »

Si la question s'était ainsi réglée entre journalistes et hommes politiques, le débat aurait pu continuer dans la presse entre gens de bonne compagnie, au profit de chacun. Mais il a fallu que dans le cadre de la semaine de dialogue avec les immigrés Antenne 2 ouvre ses ondes au public. Et c'est encore dans Libération que Marc Kravetz devait constater :

« Oui, la France est raciste, grossièrement, vulgairement, majoritairement raciste. Raciste à faire sauter le standard des « Dossiers de l'écran » mardi soir. Et pas du racisme de salon, du racisme oui-mais, du vrai, du bon, du nauséabond racisme, du racisme populaire, comme on dit que Sheila qu'elle est une chanteuse populaire ou de Guy Lux qu'il est un animateur de télé populaire. C'est un du racisme épais, bétonné, spontané et pour tout dire innocent. Pas besoin d'être fasciste pour être

raciste. pas la peine de se chercher une vision du monde ou du futur, le racisme est a-philosophique et a-politique, on peut voter à gauche et être raciste, être communiste et raciste, le racisme ne se choisit pas, ne se délibère pas, ne s'avoue pas. Ce racisme-là n'a rien en particulier contre l'Arabe ni les Arabes, ni contre les nègres. Demandez-le au voisin de palier (puisque chacun sait, le raciste c'est toujours l'autre). Il n'a rien à reprocher aux Arabes. Il se contente de constater des faits.

En voici quelques-uns : les immigrés encombrant le marché du travail alors que nous sommes en période de chômage; ils aggravent le déficit de la sécurité sociale; ils créent des ghettos dans les villes qui sont autant de refuge pour les délinquants et criminels qui se recrutent majoritairement dans leur milieu; ils viennent sans leurs femmes et sont de ce fait une menace permanente pour les Françaises. »

Et le Monde de remarquer à propos de cette même émission :

« Les seules courbes, les seules statistiques, qu'on ait vu s'inscrire, noir sur blanc, à l'antenne, étaient destinées à calmer une opinion déchaînée — les appels à S.V.P. en témoignaient — écumant de haine raciale et de préjugés et démentant ainsi l'affirmation du président de la République qui venait de déclarer dans sa conférence de presse que la France, dans son ensemble, « était à l'abri du racisme ». »

Suffira-t-il pour enrayer cette vague de xénophobie de rappeler comme André Gillet dans Numéro spécial quelques solides vérités qui démontrent que notre société ne peut pas se passer des immigrés, du moins avant très longtemps :

« Il n'est peut-être pas sans intérêt de rappeler que la France a dû, depuis fort longtemps, du fait de la stabilité de sa population active, faire appel à la main-d'œuvre étrangère. On comptait déjà 380 000 travailleurs venus d'au-delà des frontières en 1851.

En 1891, ils étaient un million et demi. Entre 1922 et 1931, après la saignée de la première guerre mondiale, le total des entrées de travailleurs étrangers en France s'éleva à 1 135 000, soit 113 000 par an en moyenne.

Entre 1962 et 1974, 1,7 million d'étrangers se sont installés en France. Pendant les années de forte croissance de 1968 à 1974, un emploi sur deux créé dans l'industrie l'a été pour un immigré.

Pendant que les jeunes Français trouvaient à bon compte des emplois dans le secteur tertiaire, des pans entiers de notre activité économique fonctionnaient grâce à cette main-d'œuvre venue d'ailleurs. Peu chère et peu revendicative, elle acceptait de travailler près des grandes métropoles industrielles dans des conditions précaires. »

Mais pourquoi les citoyens français devraient-ils reconnaître ce qu'ils doivent aux immigrés quand il faut une circulaire ministérielle pour obliger des fonctionnaires français à ne pas tutoyer les immigrés, quand le gouvernement lui-même commet de graves abus de pouvoir — enfin sanctionnés par le Conseil d'Etat — pour obliger les immigrés à partir vite, sans retour possible, sans que soit tenu compte des situations personnelles? Qui osera exiger de notre peuple des principes d'humanité dont les gouvernements sont totalement dépourvus?

Jacques BLANGY

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Téléphone : 742-21-93

— Abonnements :

3 mois : 30 F

6 mois : 50 F

1 an : 90 F

soutien : à partir de 150 F
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N
Paris

— Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais

— Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal

— Directeur de la publication : Yvan AUMONT

— Imprimé en France - diffusion N.M.P.P.

N° Commission paritaire : 51700

parti socialiste : la zizanie

A en juger par le spectacle qu'offrent les membres de la direction du P.S. depuis quelques semaines, il semblerait qu'un petit Dieu appelé Zizanie soit venu faire des ravages. Ils se disputent mais personne ne sait pourquoi. A l'instar des déclarations présidentielles, ils parlent pour ne rien dire. C'est comme le dit Libération « l'art du non-événement ».



Mitterrand : le monarque.

Tout a débuté il y a deux mois par un qualificatif : archaïsme, prononcé par Michel Rocard dans une phrase anodine sur la situation politique actuelle. Il fallait comprendre qu'il dénonçait la politique de Mitterrand comme archaïque... Commencé dans la confusion ce débat n'a pas encore dépassé le niveau des petites phrases et des insultes. Michel Rocard fait une déclaration télévisée (21 novembre) où il se contente de répéter ce que le parti socialiste a toujours dit et cela provoque une réplique sévère de Gaston Deferre « Michel Rocard tient le discours classique de l'inspecteur des finances et sa politique rappelle celle de Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre, voire ... Pierre La-val ».

Deux jours plus tard, à la Convention du Parti socialiste, Rocard, après avoir réaffirmé son soutien à la politique économique du PS accuse Deferre d'être incapable d'imaginer une autre politique économique qui ne soit « la gabegie pure et simple ou l'austérité renforcée » et il conclut « le langage économique de Deferre est celui de la défaite ». Arrêtons-nous là car nous n'en finirions pas. Si la violence des propos contraste tant avec la pauvreté du débat, c'est que l'enjeu est la lutte pour le pouvoir. Lutte au sein du PS d'abord avec la préparation du congrès d'avril 79 pour le contrôle de l'appareil

du parti. Lutte pour la désignation du futur candidat à la présidence de la République en 1981.

Dans ce « combat des chefs » auquel assistent les militants du PS se détachent trois leaders : Mitterrand, Mauroy et Rocard que les sondages placent en tête. Une ébauche de solution pourrait apparaître dans un texte signé conjointement par Pierre Mauroy (qui tient un rôle d'arbitre) et Rocard car il pourrait rassembler à lui seul la majorité, gonflée des dissidents du CERES. Mais Mitterrand n'est pas décidé à se laisser faire. Une belle bataille en perspective qui nous vaut ces réflexions surprenantes de Jean Feidt, cadre du PS (Monde, 27 novembre) : « Les courtoisies pullulent, les coterie s'organisent. On prépare une nouvelle ère royale. On peut se demander si, devant ce dévouement monarchique, le mieux ne serait pas d'élire le Comte de Paris premier secrétaire du PS, en lui laissant le soin de choisir,



Rocard : le prétendant.

pour l'exemple et la suite, entre Philippe Egalité, Louis-Philippe, le Prince Napoléon ». Le ton est ironique bien entendu et pourtant devant la multiplicité et la subtilité des tendances qui déchirent le PS, sur un homme comme le Comte de Paris pourrait rétablir l'unité. Mais le Comte de Paris ne peut et ne veut être chef de parti. Tant pis pour le PS...

H.B.

"Aurore"

Le crépuscule d'Hersant ?

Petites phrases, rumeurs d'antichambre, commissions d'enquête et bruits d'écrou, Robert Hersant en abandonnant l'Aurore fait parler de lui. Mais qu'on assiste à une nouvelle donne politique ou à un repli stratégique, l'avenir de l'information n'est guère enthousiasmant.

Décidément, les années néfastes, ça existe. Mais elles ne sont pas les mêmes pour tous. Pour Robert Hersant, la période négative se situe vers 1944-45. Non seulement cette époque difficile l'oblige à interrompre un temps sa carrière et surcharge considérablement son curriculum vitae, mais en plus elle inspire aux juristes des textes gênants. Ainsi les ordonnances d'août 44. Destinées à assainir la presse, elles stipulent qu'un même homme ne peut diriger plusieurs quotidiens. Interdit si anachronique

pire Boussac, le journal de la rue de Richelieu a été racheté par quelques capitaux giscardiens (Carrefour, Félix Potin, Chaussures André...). Une fois la grande frayeur des élections passée, il ne sera plus question d'investir un sou pour relancer le journal. On fera donc appel à Robert Hersant, ce brillant gestionnaire. Celui-ci place ses collaborateurs à la tête de deux des sociétés qui contrôlent le quotidien et fait accepter le couplage des petites annonces et de la pub avec Le Figaro et France-Soir.

Bien sûr, les journalistes s'indignent et les ouvriers manifestent. Or pour une fois, ces éclats de voix ont un effet radical : Hersant rompt les accords publicitaires et laisse à ses lieutenants le soin d'enterrer le journal. En attendant l'échéance de fin décembre, ceux-ci amputent de huit pages et de dix mille exemplaires le quotidien déficitaire.

Chacun est désormais prévenu : Hersant est partisan de la liberté de la presse, mais c'est celle du loup libre dans la bergerie libre.

Il faut donc choisir, c'est Hersant ou rien ! Et l'avertissement ne s'adresse pas qu'aux patrons de presse. A l'Elysée où on fait mine d'encourager le sénateur Caillavet dans ses projets d'enquête sur les concentrations, à la Chancellerie où les plaintes déposées en 76 contre Hersant pour violations des ordonnances de 44 paraissent avancer, certains ont sans doute compris. Le papivore n'est pas qu'un tigre de papier.

Consolons-nous, l'Aurore, se meurt, l'Aurore est morte. Il nous restera L'Echo des Concierges et le Bulletin des Loges Réunis (1).

H. VINCENT

(1) 17, rue du Dragon, 75006 Paris - Publicité non payée !



en nos temps de rentabilité maximum, que Robert Hersant contrôle aujourd'hui plus de trente-six journaux dont quinze quotidiens. Où ne souffle pas particulièrement l'esprit de la résistance. M. Hersant n'est pas un gagne-petit. Il suffit pour s'en convaincre de lire le Figaro magazine.

En vingt ans, dans l'indifférence générale, et « malgré les criaileries de certains », Citizen Kane est devenu français. Non sans parfois quelques grincements de dents. A l'Aurore par exemple. Après le démantèlement de l'em-

Depuis 1975, plus de 200 000 Vietnamiens ont dû quitter leur pays, en raison de la famine, du chômage et de la menace de détention dans un camp de « rééducation ». Mais si la vie est impossible au Vietnam, la fuite est dangereuse. Récemment, un cargo a sombré avec 250 personnes à bord, et le monde entier a été bouleversé par le calvaire des passagers du « Hai Hong » au large des côtes de Malaisie.

D'où l'initiative du Comité « Un bateau pour le Vietnam » qui réunit des personnalités de toutes tendances : Raymond Aron et Jean-Paul Sartre, Alain Geismar, Jean-Jacques Servan-Schreiber, Bernard Henry Lévy, Yves Montand... L'objectif du comité est de réunir des fonds pour envoyer en mer de Chine un bateau qui recueillera les occupants des embarcations qui fuient le Vietnam. Le bateau a déjà été trouvé. Il jauge 9 000 tonnes et peut accueillir 300 réfugiés à chaque voyage. Mme Claudie Broyelle a indiqué que la réalisation de ce projet coûterait un million de francs. Une somme qu'il ne devrait pas être difficile de réunir. Encore faut-il le faire rapidement puisque c'est par centaines que, chaque jour, les Vietnamiens choisissent l'exil (1).

On pouvait penser que cette campagne humanitaire rencontrerait une adhésion unanime. Mais « L'Humanité » a cru devoir dénoncer cette action nécessaire et généreuse qui, selon le bureau politique du P.C., discréditerait le peuple vietnamien et « l'idée même de socialisme ». Et de s'indigner de la présence dans la liste des signataires de noms et d'organisations qui ne lui plaisent pas comme si la simple solidarité pouvait dépendre d'engagements politiques passés ou présents. Mais personne n'a oublié que « L'Humanité » tenait le même discours lorsque des hommes dénonçaient, il y a quelques années, les camps de concentration soviétiques. Tant que les communistes continueront à pratiquer la politique de l'autruche, « le stalinisme en France aura bon pied bon œil », écrivait récemment la communiste Hélène Parmelin...

J.B.

(1) 25, rue Jaffreux, 92230 Gennevilliers. Chèques à l'ordre du Comité « Un bateau pour le Vietnam ».

la fin des radicaux

C'est chez les radicaux de gauche que la maladie a fait le plus de ravage. L'échec de la gauche en mars 1978 a enlevé au M.R.G. tout espoir de jouer le rôle charnière propre aux centres gauches. Tandis que Robert Fabre tente de rester dans le jeu politique en s'agitant dans les salons giscardiens, les amis de Michel Crépeau, fidèles à la logique de l'Union de la Gauche, tendent à se dissoudre dans le parti socialiste. En témoignent les hésitations à présenter une liste autonome aux élections européennes, l'inactivité des parlementaires du M.R.G. qui se sont alignés une fois pour toutes sur les positions du P.S. Le Mouvement des



Michel Crépeau.

Radicaux de Gauche n'en finit pas de mourir : scission dans le mouvement des jeunes le 21 novembre, exclusion de vingt-deux responsables importants dont Manuel Diaz qui détenait les cordons de la bourse le 26 novembre...

Quant aux radicaux majoritaires, on aurait pu croire au Congrès de Versailles la semaine dernière que leur radicalisme était bien portant. Références à la vieille doctrine solidariste, insultes diverses, quolibets, chahuts — qui dans ces milieux tiennent lieu de débat démocratique — rien ne manquait à l'atmosphère traditionnelle. Et cependant le radicalisme de droite est aussi bien malade. Leur problème est sem-

blable à celui des radicaux de gauche. Une forte minorité, dont le sénateur Dailly, est parfaitement représentatif, souhaite un alignement beaucoup plus net sur les thèses économiques du Premier ministre. Lorsque Servan-Schreiber fulmine contre la politique de M. Barre, Dailly répond sans pitié par la défaite de Nancy qu'il explique par une erreur stratégique : « toujours selon la même stratégie passablement équivoque, il (J.J.S.S.) s'était publiquement désolidarisé de l'action gouvernementale »



Jean-Jacques Servan-Schreiber.

Car Dailly a parfaitement compris qu'au delà de la défaite personnelle de Servan-Schreiber, c'est l'existence du radicalisme lui-même qui est définitivement compromise.

Le député Bariani a beau dire que « le radicalisme n'a aucune envie de se dissoudre dans l'U.D.F. » et être applaudi par les congressistes de Versailles. Personne n'a pu croire qu'il conjurerait le sort.

Radicaux de gauche, radicaux de droite, chacun sait que leur fin est proche. Force d'appoint minime, force de proposition coupée de la réalité française, ils n'intéressent que leurs suzerains respectifs, giscardiens et socialistes, qui sont en position maintenant de traiter sans intermédiaire, s'il en est besoin.

Paul CHASSARD

c. g. t. destabilisation



Georges Seguy.

Le quarantième congrès de la Confédération Générale des Travailleurs a été présenté partout comme un événement politique considérable. Georges Seguy avait annoncé que l'enjeu était de lancer à l'intérieur de la centrale un « vaste débat démocratique » permettant « l'expression des différentes sensibilités ».

Au cours de ce congrès le socialiste Germon, directeur de la revue interne de la C.G.T., le peuple, malgré divers remous chez les cégétistes, a pu s'exprimer à loisir avec le soutien de Georges Seguy.

Seguy a en effet décidé, au risque de s'affronter au sein du comité central du Parti communiste à Georges Marchais, de remettre en cause l'inféodation totale de son syndicat au P.C. Le secrétaire général de la C.G.T. a en effet déclaré qu'il s'était aperçu que la trop forte politisation de sa centrale nuisait à son efficacité syndicale et politique. Se rend-il aux arguments d'André Bergeron partisan d'un syndicalisme apolitique ?

Pas si simple. Georges Seguy estime que la neutralité politique pour un syndicat est une preuve d'irresponsabilité. Cependant il a expliqué au micro de France-Inter qu'en mars 1978 la C.G.T. avait perdu toute possibilité de jouer un rôle d'arbitre dans la crise P.C.-P.S. pour s'être trop engagé sur des positions qui n'étaient pas les siennes propres mais celles du programme commun dont la centrale était signataire.

Alors, ce quatrième congrès : déstalinisation ou bien réglage de la courroie de transmission pour obtenir plus d'efficacité ?

O. MILON

Ainsi, Camus est toujours le favori des lectures d'adolescence. Bravo ! Mais s'il pouvait demeurer un peu au-delà, non comme le maître qui a prononcé les dernières paroles, mais comme le témoin qui veille aux alentours des abîmes. Généralement, on vieillit mal : à dix-sept ans, on se sent proche de la fraternité du Dr Rieu, jetée au-dessus de l'absurde, plus tard on se croit beaucoup plus fort, plus intelligent. Pourvu que la cuistrerie vienne ou la prétention, ce pauvre Camus est largué, dédaigné ou moqué. Marx est venu, « il » ne le connaissait que de seconde main... Ou l'on s'est engagé en des aventures prétendument inédites ou délicieusement marginales. Et quand brusquement ça se met à trembler, en mai 68, on se précipite, aveugles conduisant des aveugles au fossé. Ce « pauvre » Camus l'avait pourtant prévu en explorant avec sa rigueur, son honnêteté, les périls du présent. Qui s'en souvient ? A plus de vingt-cinq ans de distance, il est curieux de constater que la polémique ouverte par la publication de **l'homme révolté** préfigure étrangement la querelle des « nouveaux philosophes ».

Je viens de relire d'une traite ce livre qui provoqua la rupture avec Sartre. Etonnant ! Tout y est. Pas un itinéraire de fuite, une impasse, ou un piège qui n'aient été dénoncés. Plus fondamentalement, le mouvement qui veut que la liberté absolue déchaîne la tyrannie absolue, le crime indéfiniment répété s'y trouve restitué dans son enchaînement nu. Ce traité de révolte est le plus radical des réquisitoires jamais dressé contre les grands révoltés, ceux qu'un dévôt respect empêche d'être homologués pour les auteurs de crimes qu'ils sont. Sade ou Lautréamont, Rousseau ou Marx. Il n'est pas jusqu'à la perversion du romantisme ou celle du surréalisme, quelle que soit l'admiration de Camus pour André Breton, qui ne soient impitoyablement analysées. Le nihilisme est débusqué dans ses derniers retranchements, pour que nous comprenions en fin de compte « **les camps d'esclaves sous la bannière de la liberté, les massacres justifiés par l'amour de l'homme ou le goût de la sur-humanité... le crime qui se pare des dépouilles de l'innocence** ». C'était difficilement pardonnable. Ce ne fut pas pardonné.

L'ENFANT DE BELCOURT

Ses anciens amis lui reprochèrent son « incompétence » philosophique, son moralisme qui, refusant de se lier à l'histoire, risquait de le porter du mauvais côté, à droite. Lui répliqua en indiquant comment les intellectuels pouvaient réparer le mal qu'ils avaient fait en soutenant « **les deux formes du nihilisme contemporain, bourgeois et révolutionnaire** ». « 1) Qu'ils reconnaissent ce mal et le dénoncent ; 2) Qu'ils ne mentent pas et sachent avouer ce qu'ils ignorent ; 3) Qu'ils se refusent à dominer ; 4) Qu'ils refusent en toute occasion et quel que soit le prétexte, tout despotisme, même provisoire ». Cruelle lucidité...

Je recopie ce texte dans la biographie fleuve que l'Américain Lottman vient de nous donner (1), et qui se lit avec une voracité digne de son poids. Pour ceux qui aiment Camus, c'est un bonheur de le redécouvrir dans tous les méandres de sa vie, mais d'abord en ces

retour à camus



par
gérard
leclerc

rivages méditerranéens, retrouver l'enfant pauvre de Belcourt qu'il fut, l'adolescent et l'étudiant d'Alger, le journaliste engagé ouvrant les yeux sur l'Algérie des années 30. La misère, il l'avait suffisamment connue pour ne pas tricher avec elle, ou en faire un moment abstrait de sa dialectique. Ce qui frappe, dès le départ chez cet « intellectuel », c'est son absence de dogmatisme, l'authenticité de sa révolte. Révolté il l'est dès le départ, par le simple spectacle de la condition des Musulmans. Ce n'est pas une raison pour adopter un système. Son adhésion au parti communiste ne comprendra jamais la prise en compte de l'idéologie. D'ailleurs, il se fera chasser le jour où il ne se montrera pas suffisamment docile au changement de ligne du parti à propos des Musulmans. Jamais il ne se laissera emprisonner par une orthodoxie qui entamerait sa lucidité ou son sens de la justice.

La justice ! Peu y furent aussi sensibles que lui. Mais précisément, le sentiment en était trop pur en lui, pour qu'il la reconnût dans une mécanique où la pauvre humanité fut écrasée. D'où, à mon sens, son mot si mal compris : « **Je défendrai ma mère avant la justice** ». Comme si la justice pouvait être contraire à l'affection d'un fils et à l'angoisse d'une humble femme. Avant qu'il tente de tracer dans un essai la voie d'une révolte qui ne fut pas étrangère à la morale, il avait par toute sa vie, par l'**habitus** le plus essentiel de son activité intellectuelle marqué sa différence spécifique d'avec le totalitarisme inclus en tout esprit de système. Sa polémique en particulier obéit fidèlement à la docilité au seul sens du vrai et du juste. Opposé à Mauriac au mo-

ment de l'Épuration, il ne craint pas de se rendre à ses raisons peu après. Il ne nous est pas indifférent de savoir que c'est à propos du pardon qui, loin de s'opposer à la justice, la fait accéder à sa perfection.

LE MEDITERRANEN

Fut-il grand écrivain ? Ce fut un écrivain que personnellement j'aime, sans le mettre au niveau des plus grands. Je suis sensible à sa phrase toujours un peu tendue, son lyrisme retenu. Comme tous les vrais méditerranéens, il savait la lumière et la mesure, l'accord du mouvement et de la forme. Je ne connais pas l'Algérie, mais sais qu'un Jean Brune était ému de sa célébration de la splendeur de Taspasa.

Cette splendeur est forte d'une pensée. De méchants esprits prétendaient que Camus suspectait comme barbare toute pensée venue des pays de brume. Il n'aimait pas Hegel, mais Kierkegaard n'était pas spécialement un penseur du Sud. Il l'appréciait. Quant à Nietzsche, il était méditerranéen de cœur. L'admiration de Camus à son endroit était lucide, mais la parenté qu'il se reconnaissait avec lui tenait bien à leur commun amour pour la lumière où se dessine « la pensée de midi ». La conclusion de **l'homme révolté** n'est possible que par le recours à la Méditerranée, une méditation où Maurras pourrait retrouver quelques idées-mères que l'esprit grec fait germer de siècle en siècle.

Pour que la liberté ne se détruise pas elle-même, il lui faut découvrir la notion typiquement grecque de limite : « **la liberté absolue, qui est celle de tuer, est la seule qui ne réclame pas en même temps qu'elle-même ce qui la limite et l'oblitére. Elle se coupe alors de ses racines, elle erre à l'aventure, ombre abstraite et malfaisante jusqu'à ce qu'elle s' imagine trouver un corps dans l'idéologie** ». Plus profondément, la liberté va découvrir l'honneur métaphysique (ce qui pourrait la projeter plus loin que la Grèce du côté du libre-arbitre...). C'est peut-être que cette pensée du midi aiguillonnée par l'exigence morale retrouve, sans l'avoir cherché directement, la question de l'être. L'on trouvera alors une foule de formules à teneur métaphysique : « **Pour conquérir l'être, il faut partir du peu d'être que nous découvrons en nous, non le nier d'abord** ». Ou encore : « **les hommes ne sont jamais bien morts que pour la liberté : ils ne croyaient pas alors mourir tout à fait** ».

Camus n'avait peut-être pas la « compétence » philosophique de Sartre, non plus sa subtilité dialectique. Mais il pourrait néanmoins nous avoir donné une pensée supérieure. Le sophiste souvent est compétent et subtil. Le penseur est docile à l'être simplement et reçoit mission de veiller sur l'intégrité métaphysique et morale des hommes. Sartre n'a jamais pu nous donner sa morale. Ce fut l'honneur de Camus d'avoir, de bout en bout de son existence affirmé la seule intransigeance qui compte, et permis à la révolte moderne de ne pas s'abolir dans l'acquiescement au déshonneur.

Gérard LECLERC

(1) R. Herbert Lottman - Albert Camus - Le Seuil - En vente au journal - franco 64 F.



● **Royaliste :** « Le Printemps, la Commune et le Roi »... Qu'est-ce que ce printemps ?

Luc de Goustins : Dans les années passées, différents printemps ont marqué la conscience contemporaine : le printemps de mai 1968, et celui de Prague. Aujourd'hui nous vivons dans l'attente d'un phénomène d'ordre extra-politique, qui viendrait disloquer la masse étouffante des institutions, des conventions, des idéologies.

Ce sentiment d'étouffement se reflète dans la revendication de ce printemps mythique. Et je ne vois pas pourquoi moi-même, entamant une réflexion qui se veut globale sur la réalité de notre pays, je ne prendrais pas appui sur ce sentiment collectif qu'est notre fond commun.

● **Royaliste :** Vous faite également allusion à l'expérience que vous avez vécu en mai 1968 ?

Luc de Goustins : J'ai profondément coïncidé avec ce mouvement dans ce qu'il avait de populaire, souhaitant que ce soit là l'occasion de détruire les idoles. Et je crois que si ce mouvement a été si difficile à analyser pour nos contemporains, c'est qu'il contenait en lui une sorte de mystère annonciateur de la débâcle des idéologies. En mai 1968, les questions se sont posées, très clairement, alors que c'était interdit : on ne pouvait les poser ni

avec les outils intellectuels dont nous disposions à l'époque, ni même dans les groupes minoritaires qui étaient lourdement chargés de dettes historiques, de culpabilités.

Alors, le printemps, c'est une manière de désigner de quel terrain l'on est parti : en mai, je me suis trouvé affronté à des troupes de C.R.S. lourdement arnachés, affublés de toutes les contraintes que la société leur mettait sur le dos, pour mater qui ? Des garçons et des filles qui dans leur totalité avaient pour seule joie, pour seule vocation, à ce moment là, de se tenir debout devant eux sans avoir peur. Si bien que la véritable provocation que cela représentait était une provocation d'amour.

Le livre de Luc de Goustine : « Le printemps, la Commune et le Roi » qui vient de paraître à l'Atelier Marcel Jullian est en vente à notre service librairie. Les commandes sont à adresser au journal, accompagnées de leur règlement — Prix franco 44 F.

Phénomène étrange qui amène évidemment à réviser toutes les valeurs apprises : il n'est plus possible d'entrer dans les combats manichéistes entre la droite et la gauche, l'orient et l'occident, Giscard et Mitterrand. Tout cela perd son sens ; on essaie de recourir au fait, et de savoir si, après tout, à un certain niveau de notre existence personnelle, nous ne rejoignons pas par des fibres secrètes l'existence de notre pays. Il s'agit de savoir quel passé nous avons en commun, quelle sensibilité nous entretenons toujours avec lui, de redécouvrir la France comme on redécouvre son corps après certaines maladies.

● **Royaliste :** Et la Commune ?

Luc de Goustins : La commune est l'unité de base de la société. C'est l'unité de lieu et de rassemblement social, c'est aussi l'espace privilégié de la liberté sociale — je dirai même son unique espace. C'est pourquoi parler de la société globale comme on le fait depuis tant d'années me paraît un piège : c'est sans intérêt s'il n'y a pas à la base une certaine conscience de ce qu'est la vie communautaire au niveau le plus

quotidien. Or, c'est l'impasse majeure de toutes les idéologies. Le communisme, en dékoulakisant la Russie, a détruit la seule structure sociale démocratique qui existait dans ce pays. La droite au pouvoir n'est pas mieux armée en ce domaine : la commune est une chose dont elle se méfie. Les excroissances historiques de la commune et ses manifestations au plan national sont toujours restées profondément ambiguës et menaçantes pour le régime en place. C'était vrai des fédérations de 1792 montées à Paris pour y prendre des responsabilités, et détournées par les jacobins contre le pouvoir royal.

Quant à la Commune de 1871, où vont nos sympathies ? A Louise Michel ou à M. Thiers ? Toute la question est là. Et ce n'est pas un critère politique : je ne partage pas l'idéologie de Louise Michel, approuvant plutôt le désir qu'avait M. Thiers de préserver l'unité nationale. Mais nous nous plaçons au plan de la vérité des rapports du pouvoir et du peuple. Et la vérité était chez les insurgés. Il leur fut donné la seule réponse que la République est capable de donner à des insurgés : le Mur des Fédérés.

La commune implique donc pour moi la référence aux libertés naturelles et aussi, par un enchaînement fatal, la réalité fédérale. Car des groupes ne peuvent se lier entre eux que par une fidélité ou une confiance qui se résume dans des rapports fédéraux.

● **Royaliste :** D'où ce lien, qui surprendra, entre la commune et le roi...

Luc de Goustins : Quant au roi, je n'ai pas à justifier sa présence dans ce titre, dont il est à la fois l'origine et l'aboutissement. C'est difficile à dire, si on ne le dit pas simplement : je crois qu'il faut être amoureux. Et je suis amoureux du roi. Non de la personne, mais du principe royal. C'est à partir de cette rencontre personnelle, inscrite dans le secret de l'être, que se construit, à mon avis, tout service rendu aux autres.

● **Royaliste :** Comment en êtes-vous venu à cette réflexion et à ce livre ?

Luc de Goustins : Je ne crois pas pouvoir retracer un itinéraire bien cohérent.

J'ai reçu en partage dans ma famille deux choses contradictoi-



Luc de Goustine :

« le prin la com et le roi

Luc de Goustine est né en de philosophie, il travaille pe Il entre ensuite aux Editions d ans le secteur étranger il y p et créera la première collectio Avant « Le Printemps, la Comr Jullian), il a publié deux pièces qui a été jouée pendant les évé pées, puis à l'étranger. Luc c Corrèze.

res : une certaine conscience de la continuité de la famille et des lignées (sans que cela s'appuie sur aucun avantage matériel), et de l'autre côté une grande curiosité pour les autres cultures, les autres religions, un désir d'intégrer l'existence française dans des ensembles plus vastes. Il a fallu prendre en compte ces deux désirs, celui de l'universalisme et celui de l'enracinement, et prendre simultanément en compte toutes les idéologies à sens unique, mutilantes, qui nous ont formés : d'abord un certain visage laïque et radical — l'idéologie Mallet-Isaac —, ensuite le marxisme qui, à l'époque où je faisais mes études, était la seule ossature intellectuelle dis-



De la commune. . .

temps, nune »

1938 à Paris. Après des études ant deux ans en Allemagne. Seuil où il dirige pendant huit bliera Août 14 de Soljénitsine de théâtre en livre de poche. une et le Roi » (Atelier Marcel e théâtre, dont une sur mai 68, iements dans les facultés occu- : Goustine vit maintenant en

ponible. Enfin une sorte de relativisme libéral qui plane inévitablement sur le Français qui, aujourd'hui, « s'installe dans la vie ».

● **Royaliste : Maurras a-t-il représenté quelque chose pour vous ?**

Luc de Gastine : Maurras n'a rien représenté dans ma formation intellectuelle. Je n'ai d'ailleurs pas fréquenté les groupes royalistes dans ma jeunesse. Je les respecte, mais je ne serais certainement pas venu à la cause royale pour des raisons qui touchent à un engagement de groupe en soi. J'ai d'abord cherché en moi-même et dans la réalité les motifs d'une adhésion qui, dans ce cas, ne peuvent être que profondé-

ment personnels. Car ce n'est pas à une idéologie que je me rendais, ni à un groupe de pression, ni à un projet utopique, mais à une rencontre intérieure, qui est la nécessité d'une présence royale. Il a donc fallu que j'en retrouve les sources à l'intérieur de ma propre culture.

Cette démarche peut être comparée à celle qu'accomplissent, dans des conditions infiniment plus dangereuses, les émigrés russes. Le livre de Soljénitsine « Des Voix sous les décombres » me paraît une excellente analogie de ce qu'il nous reste à faire : nous sommes sous les décombres des idéologies officielles et il s'agit de retrouver les fondations du bâtiment qui les a précédé : c'est à partir de là qu'on peut reconstruire.

Cette quête est difficile, car elle risque de tomber dans le piège du passéisme ou dans celui, plus perfide, de l'utopie. Or il me semble qu'aujourd'hui un royaliste doit rester prudent

ce que je nomme peuple, c'est nous tous sauf ceux qui, par une fantastique fatuité, s'en exceptent. Ils sont assez nombreux pour créer l'illusion d'une double identité du peuple, pour lui coller sur le visage un masque audio-visuel ou électoraliste qui met en danger son identité. Mais ils ne sont pas assez puissants pour nous empêcher de penser que ce qui nous unit à notre pays est d'un autre ordre. C'est dans cette identité profonde que doit s'enraciner le royalisme pour avoir, en politique, des fruits monarchiques fidèles. C'est une priorité dans le temps que nous vivons, car aujourd'hui la menace est très grande d'une nouvelle récupération de type fanatique de la pulsion monarchique. J'insiste : il y a en ce moment une sorte de dégel de la pensée royale. Mais ce n'est pas le printemps. Car ils sont nombreux ceux qui aimeraient détourner l'instinct monarchique pour nous mener à de terribles aventures.



. . . à mai 1968.

à l'égard du monarchiste qu'il est. Non que le monarchisme soit à rejeter, puisque la pulsion monarchiste est une des constantes des systèmes sociaux. Mais ce fait peut connaître ses déviations et les moindres ne sont pas ces totalitarismes à culte de la personnalité, dérivés de la pulsion monarchique et de la méconnaissance des lois profondes de la monarchie appliquée. Cela dit, il peut y avoir des projets monarchistes, des analyses politiques faites par des monarchistes, il peut y avoir des mouvements politiques monarchistes. Mais dès que ces mouvements, ou certains de leurs membres, ne sont plus capables de remettre en jeu l'aspect idéologique pour devenir pendant certaines périodes de purs royalistes, je dis que ces mouvements sont sur une mauvaise pente. Car la question royale se pose à tout le monde, et particulièrement dans le peuple. Et

● **Royaliste : Comment cela ?**

Luc de Goustine : Nous sommes dans un temps artificiel créé par la manipulation. Regardez l'Europe : plus il y a de brouillard, plus on est content. C'est le cirque, le pain et les jeux. Maintenant, la cybernétique sociale est très au point. Le seul embêtement, c'est que l'histoire se moque de la cybernétique et qu'elle ne permet à une théorie de ce type de ne fonctionner qu'à l'intérieur d'un système extrêmement réduit, d'un temps très court. Donc, ce qui verra l'apogée du système verra aussi sa faillite. Nous ne sommes pas loin de l'apogée et je crains que, dans la faillite, celui qui ramassera les morceaux soit de la mauvaise sorte. Mais, en même temps que je sens cet énorme danger, je sens la nécessité royale. Il faudra ramasser un pays exsangue, écœuré, pollué, au bord de l'abîme. Et il faudra une énorme

tendresse pour réapprendre à vivre.

● **Royaliste : Pourtant, tout semble nous donner tort...**

Luc de Goustine : Nous vivons une petite parenthèse à l'intérieur de laquelle rien n'est effectivement possible. Mais ce n'est qu'une parenthèse. En mai 1968, de Gaulle disait que, une fois de plus, la France avait été exemplaire. Il faut tirer les conclusions de cette mystérieuse exemplarité. Ne pas vouloir considérer la France sous l'aspect de ce mystère qui la rend exemplaire dans l'histoire humaine, c'est ne pas vouloir la connaître. Il faut l'accepter avec ce mystère d'exemplarité qui l'a menée à 1789, à 1870 et à mai 1968. Notre présence aussi est exemplaire. De même que le serait on ne sait quel spectre qui surgirait de ce néant de l'histoire pour fabriquer un avenir aussi affreux qu'a pu l'être la Terre.

Tout est possible. Mais en France, le roi n'a pas fini son œuvre. Il n'y a pas que des raisons mystiques à cela : le roi est le seul catalyseur possible de la conversion totale qu'il nous faut accomplir avant la fin du siècle. Le « management » joue ses dernières cartes : c'est un autre type d'homme qui devra régler nos rapports avec la technique, l'environnement, la production. Les problèmes de reconversion sont beaucoup trop importants pour se résoudre à l'intérieur de notre système. Il y a donc une mutation nécessaire. Ceux qui croient la gouverner avec les moyens actuellement à leur disposition se trompent gravement.

La monarchie est le seul nœud autour duquel il vaille de se rassembler, parce qu'elle n'est pas liée à ce qui va tomber. Au fond, l'action royaliste, c'est de retrouver la vie de la personne, une acceptation de l'avenir (même si on le redoute) la joie du groupe (sans idéalisation ni manipulation) et le sens des communautés concrètes. A partir de là beaucoup de problèmes peuvent être résolus.

On dira que cet espoir est démesuré. Ce serait vrai s'il s'agissait, pour nous, de remplacer un système par un autre. Mais cela ne le sera pas, si l'on pense que la royauté permettra un épanouissement de l'être. Le printemps modifie les êtres...

Propos recueillis par

Bertrand Renouvin



a la recherche du prince charmant

Suite en quelque sorte « logique » du « Dernier quart de siècle » (cf. Naf 236) qui traitait des problèmes mondiaux contemporains, la « France au bois dormant » nous présente la France d'aujourd'hui à travers trois qualificatifs : déçue, courtisée, réveillée ?

Les déceptions sont multiples depuis les révolutions évaporées jusqu'aux idéologies déliquescents en s'attardant sur les contradictions internes et externes des partis politiques. Regrets de voir la France de nouveau livrée à ces partis, en proie aux affres des contestataires; conglomérats de contestations et d'ambitions que les délices du pouvoir à conserver ou à prendre avaient savamment accommodés ou raccommo- modés. Mais j'attendais autre chose que cet honnête et brillant constat, autre chose que le dernier chapitre du « Dernier quart de siècle » semblait augurer : quel Etat, quels pouvoirs, quels espoirs? Un seul être vous manque ... répond André Fontaine en parlant de de Gaulle. Gardons-nous de la nécromanie, les mausolées sont tous des alibis. Le courage de quelques-uns est toujours éphémère et surtout vain si les institutions ne prennent pas le relais. Alors créer un SMIG, souverain minimum institutionnel garanti?

Souverain ou président, n'ayons pas d'a-priori. Constatons cependant qu'A. Fontaine une fois encore débouche sur une grave question : « A défaut de corps de doctrine, d'instructions précises, de Gaulle n'aurait-il pu au moins déléguer expressément sa confiance à un successeur? (...) L'homme du 18 juin a fait un moment un brin de cour au Comte de Paris » et d'ajouter à juste titre d'ailleurs, que si le sentiment monarchiste n'a pas dis-

paru la « dynastie est coupée depuis trop longtemps de ses racines populaires ».

En attendant la « politique des Capétiens » passionne A. Fontaine. Politique étrangère de l'indépendance : c'est le droit à la différence qu'il réclame face à une Europe ectoplasmique où l'Allemagne lui cause quelques soucis (2). Politique étrangère d'ouverture sur le tiers-monde : c'est la protection des faibles face aux hégémonies. Politique intérieure du respect des diversités : « La France c'est à la fois Vézelay et Beaubourg, Raymond Devos et Olivier Messiaen, Michel Foucault et Raymond Aron, Giscard et Marchais (...) » « Accepter l'autre, tel qu'il est, chercher à le comprendre et pourquoi pas tenir compte de ses avis, ce devrait être pourtant l'article numéro un du credo d'une France plurielle ». Politique intérieure de respect du pays français : « C'est une erreur bien française que de croire qu'un schéma institutionnel pour séduisant qu'il puisse sembler sur le papier, suffit à engendrer la vie. C'est l'inverse qui est vrai : la vie engendre les institutions dont elle a besoin pour s'organiser et se couler dans les réalités ».

La France est née d'une patience séculaire, mais surtout est née dans l'esprit d'une famille qui l'a comme arrachée aux entrailles de la terre. Le royaume avait quatre lois fondamentales

mais pas de constitution : « Charles de Gaulle, héritier des Capétiens » dites-vous A. Fontaine. Sans postérité, dit-on dans les généalogies. C'est d'un homme libre dont vous avez besoin, nous aussi. Roi, président, serviteur que nous importe quand il s'agit de la France. Il faudrait

que nous en parlions.

SAINT VALLIER

— La France au bois dormant - André Fontaine - Ed. Fayard - en vente au journal - franco 47 F.

(1) Analysé dans le n° 236 de la NAF.

(2) Le Monde - 22 novembre 1978.



l'enfer des vieux

Rares sont les personnes âgées qui, sans travail, sans famille, sans espoir et sans le sou, ont la possibilité et la volonté de réagir face à la fatalité de l'hospice, anti-chambre de la mort.

Pourtant Victor, Albertine, René, Jean, Mathieu et Lucile dont Paul Barge, dans son premier film, nous raconte l'aventure, refusent cette fatalité; ils ont conscience que, derrière les belles phrases sur le « 3^e âge », se cache une affreuse réalité que Mathieu (Marcel Dalio) révèle lorsque, parodiant les discours officiels, il déclame : « Mes chers vieux administrés (...), nous ne vous demandons qu'une chose, une seule : crevez! crevez! crevez! ».

Partir, partir le plus loin possible devient alors leur seul souci. Ils s'organisent en communauté, constituent un stock de vêtements, livres et autres gadgets volés au hasard des rues, les revendant à des prix battant toute concurrence et, une fois fortune faite, prennent l'avion pour Papeete.

C'est du moins ce qu'ils ont prévu. La réalité sera différente. Est-ce parce qu'on n'échappe pas à son destin? Toujours est-il qu'au dernier moment un autre exclu de quarante ans leur cadet, viendra contrarier leur projet...

Ils sont émouvants, ces vieux qui ont le courage, face à l'hypocrisie et à la sollicitude feinte de notre société à leur égard, de réagir et de remettre en cause des valeurs auxquelles ils ont cru toute leur vie, car cela ne se passe pas sans difficulté. Ainsi lorsqu'Albertine est sur le point de commettre son premier larcin,

elle renonce : « On n'a rien à perdre » tranche alors Victor...

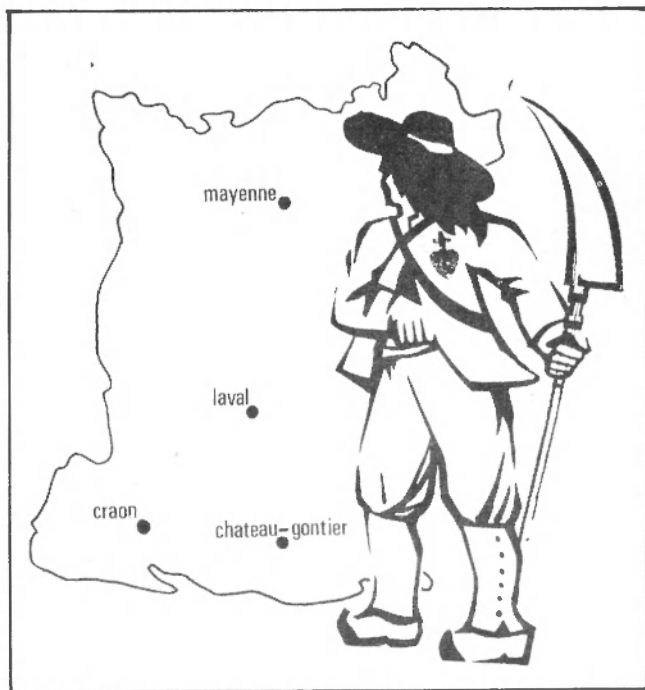
Et leur révolte ne s'arrête pas là : ils s'en prennent à la famille, à l'armée, à la morale et quand René (Raymond Bussières) poussé à bout, gueule une grenade à la main : « J'en ai marre, mais marre qu'on soit les enculés de service (...), on nous prend pour des cons, sous prétexte qu'on est vieux! ». On voit poindre l'ombre de Baader. Plein de révolte mais aussi plein de tendresse et d'humour, ce film (interprété par des acteurs peu connus mais néanmoins talentueux) nous change des niaiseries auxquelles nous ont habitués les metteurs en scène français depuis plusieurs années. Au delà du témoignage que nous apporte P. Barge dans ce Paradis des Riches, digne des meilleurs films du réalisme poétique français (1) mais aussi de la comédie italienne (2) perce l'accusation d'un monde où le fait d'être vieux, pauvre, crasseux et laid est suffisant pour condamner des hommes et des femmes à la solitude de l'hospice-asile et à une mort dans l'indifférence totale.

Patrice LE ROUE

(1) Ecole dont Jacques Feyder, Jean Renoir, Marcel Carné et Julien Duvivier (sans oublier non plus Jean Vigo) furent les chefs de file incontestés.

(2) Signalons à cet égard la réédition en tirage limitée du livre de Pierre Lepohon, le cinéma italien, aux Editions d'Aujourd'hui.

les royalistes de la mayenne



Plus d'un demi-siècle après la Révolution, la France était encore majoritairement royaliste. Cette constatation ne peut surprendre que ceux qui ont subi la propagande républicaine. En revanche, elle donne son intérêt à la magistrale étude de Michel Denis sur « Les royalistes de la Mayenne et le monde moderne » (1). Cette région a vu se constituer en marge du libéralisme effréné du XIX^e siècle, une contre-société où châtelains et paysans réconciliés vivaient en paix dans l'espoir d'une restauration de la monarchie.

On date traditionnellement la naissance du royalisme en 1789. Or, un grand espoir était né dans le peuple mayennais avec la Révolution. Des manifestations d'enthousiasme en avaient ponctué les différents événements. Pourtant, quelques années plus tard, éclate la chouannerie. C'est que la Révolution se termine dans la dictature sanglante de Robespierre. La conscription, la récession économique (cessation du commerce des toiles), la religion persécutée provoquent parmi les cultivateurs et les artisans un grand mouvement de réaction populaire dont Jean Chouan va prendre la tête. 1792, 1799, 1814, la Mayenne est successivement secouée par des mouvements de guérilla royaliste qui voient nobles et paysans lutter contre les « bleus ».

La Restauration en 1815 de Louis XVIII va consacrer para-

doxalement le mécontentement des royalistes, c'est-à-dire des classes populaires mais aussi des notables. Les chouans ne bénéficient pas des récompenses qu'ils attendaient de leurs sacrifices : en 1816, 545 chouans reçoivent en moyenne 30 francs chacun ! Les notables mayennais qui ont élus des députés ultra-royalistes ne voient pas aboutir leurs espoirs d'épuration et de contre-révolution. Une grogne vis-à-vis des Bourbons et de la Charte se fait jour localement, elle éclatera en 1830. Désormais le légitimisme est né, avec comme thèmes l'hostilité au centralisme parisien, le régionalisme et un paternalisme qui souhaite faire du grand propriétaire un intermédiaire entre le peuple et le roi. L'échec de la petite-chouannerie de 1832 en faveur de la Duchesse de Berry consacre l'effacement des « carlistes » de la vie politique. Les Orléanistes prennent la relève.

Le repli général des légitimistes sur leur terre va entraîner une modification notable de la société mayennaise. Ces grands propriétaires deviennent les propagateurs de méthodes nouvelles. Les comices agricoles se multiplient, le matériel agricole s'améliore, l'élevage devient la qualité. Le colonat partiaire qui associe le paysan et le propriétaire dans les exploitations est favorisé.

« Alors que les liens noués lors de la chouannerie entre châtelains et paysans dans le malentendu de l'alliance contre-révolutionnaire se sont distendus dès que la Restauration a été effectuée, un attachement plus durable se forge dans les années 40 ».

UN LEGITIMISME POPULAIRE

La visite d'une centaine de notables royalistes mayennais sous la conduite d'Henri de Broise au Comte de Chambord, à Londres en 1843, consacre la naissance du légitimisme populaire. Son moyen d'action favori sera la presse locale. Charles Muller, ancien journaliste de la « Gazette de France » fonde « l'Indépendant de l'Ouest » qui polémiqua violemment avec les conservateurs. « Les conservateurs bornés, les faux libéraux, les faux dévots, les royalistes encroûtés, les intrigants et les sots de tous les partis, voilà nos ennemis (...) Nous désirons une monarchie représentative et libérale, et non une monarchie absolue entourée de castes privilégiées. Sans partager les utopies révolutionnaires, nous savons rendre hommage à ces hommes généreux qui ont versé leur sang pour démolir les abus et les inégalités de l'ancien régime ». Les légitimistes ont désormais une tribune pour défendre leurs idées : la liberté d'enseignement, l'abaissement de l'indemnité parlementaire, la décentralisation, l'élection des maires et le suffrage universel.

Les élections de 1848, pour la première fois au suffrage universel, consacrent leur retour en force. Six députés légitimistes sur les huit que compte le département sont élus.

Cet âge d'or du légitimisme mayennais va être de courte durée. Les méandres du parlementarisme, l'attitude ambiguë de Louis

Napoléon Bonaparte obligent les légitimistes à des choix contradictoires. Principaux responsables du succès de Napoléon aux présidentielles de 1848, ils voient leur mouvement s'effondrer sous l'Empire, paralysé par la consigne d'abstention du Comte de Chambord.

LE PAPE SUPPLANTE LE ROI

Leur échec politique conduit de nombreux monarchistes dans les années 60 à se consacrer exclusivement à la défense de la religion. C'est l'époque où fleurit un certain royalisme mystique. « Les bons Pères leur avaient fait lire tant de prophéties formelles et circonstanciées, relatives à ce Grand Monarque, à cet admirable Pontife qui devaient régner ensemble sur toute la terre, qu'il eût été vraiment difficile de ne pas les reconnaître en la grandeur gémée de Pie IX et du Comte de Chambord » affirme Léon Blo. On assiste à une cléricisation du parti royaliste en même temps qu'à une « royalisation » des cléricaux. Ce double mouvement va obscurcir le royalisme. En 1871, après l'écroulement de l'Empire, les royalistes, malgré la situation favorable, s'enlisent dans une alliance conservatrice, où la question du régime n'est pas posée. La république est née... Dix ans après, les royalistes sont encore majoritaires dans les municipalités mais l'évolution économique érode lentement leur pouvoir. Le Ralliement et la Séparation accélèrent le processus.

La Jeunesse Royaliste de France, puis l'Action Française, dirigée en Mayenne par Bernard de Vesins, redonneront un certain dynamisme jusqu'en 1930. A cette date, Bernard de Vesins quitte l'Action Française et consacre la disparition du royalisme mayennais en tant que force politique. Fin du royalisme ? Plutôt fin d'un certain royalisme conservateur qui n'a pas su s'adapter à l'évolution de la société. L'espace est libre pour un royalisme révolutionnaire.

Hubert BOCQUILLON

(1) « Les royalistes de la Mayenne et le monde moderne », Michel Denis. En vente au journal 50 F franco.

hélène bleskine :

"les mots de passe"

La mer. Et puis tout ce temps désormais sans but, qui passe malgré eux, qu'il va falloir combler dans l'espace d'un récit. Combien sont-ils ainsi « ces enfants du manque » ? A ne rien attendre, sous cette véranda, où l'on boit en échangeant abondamment ces « mots de passe » (1), locutions figées issues d'un souvenir commun et fort, qui les enferment dans un statut sécurisant, en les séparant de la réalité des autres qu'on ne veut pas connaître et qui seraient cependant un moyen de sortir de ce mal à l'âme, qui tourne sur lui-même ? Ils vont et viennent dans cet espace clos du port à la cabane, en passant par le bistrot des pêcheurs, ne fréquentant la plage qu'une fois déserte. Certains ont des prénoms mais tous se ressemblent dans l'écrasement de leur désillusion et leur logorrhée sur ce qu'ils croyaient être vrai et n'est pas venu. Ou bien ils rêvent. Mais l'imagination semble avoir désertée et le projet dégouline sous la bouillie des mots. « Elle dit qu'elle désire découvrir un autre monde, un monde où les mots auraient du poids dans des regards, un monde d'images profondes et des mots qui les agrandiraient, des paroles qui feraient pile ou face, au moment d'un coup de vent dans la voile, une accélération du cœur ».

Prisonnière d'un langage devenu sujet dominant (et pourtant : « Jeanne dit à Pierre qu'elle veut se barrer des gueuloirs, théâtres contemporains de répliques qui s'en foutent qu'on les écoute ou pas, des discours qui bouillissent les mots qui ne veulent

plus rien dire, une inflation du verbe autoritaire et avide, une ville de mots abattus » : mais rien n'est plus difficile qu'une libération), Hélène Bleskine dans son nouveau roman développe le tragique de la coupure entre la réalité actuelle, et ceux qui restent comme immobilisés par mai 68, nouveaux émigrés de l'intérieur.

Tragique, parce que tout les blesse et qu'ils développent une mentalité de vaincus, qui les mène à la dérision : *ça veut dire quoi gagner ? Le pouvoir a une couleur barbare, inhumaine, égoïste, l'agressivité me fait peur et la possession aussi. Le confort sent la mort, je préfère les clowns* ». Mais tragique surtout parce qu'ils ne peuvent plus en sortir : les mots nécessaires pour appréhender une autre réalité ne viennent pas et que l'autre monde, symbolisé par une foire à la mangeaille n'est guère captivant. Même les enfants qui éclairent un peu ce roman tendu, refont le même chemin que leurs parents, enfermés dans la peur du loup et le fredonnement des comptines. Aussi, tout départ est échec et retour rapide dans ces communautés intimistes où l'on s'ennuie en exposant ses états d'âme sur le discours révolutionnaire, mais qui protège cependant puisque la seule tempête qui traverse « les mots de passe » est d'ordre météorologique.

Après « Dérive Gauche » (2), qui traitait aussi du mal de vivre post 1968, on pouvait s'attendre à ce que Bleskine creuse un peu plus « ailleurs » mu par le désir, qu'elle esquissait. Mais « Les mots de passe » ferment cette espérance et montrent le désarroi et l'em-

ploi du temps futile de ces déracinés, encombrés de paroles, et découragés avant d'agir.

La mer a remplacé Paris, les cortèges de 68 s'estompent dans la mémoire, remplacés par les manifestations féminines, mais nous retrouvons la même ambiance, en plus triste, que dans « Dérive Gauche ». Il faut que, très vite, Hélène Bleskine trouve une nouvelle raison de vivre, afin de ne

plus utiliser sa belle écriture — entre le style et le slogan — à ressasser une expérience malheureusement douloureuse et cesse de percevoir le monde, comme inodore, incolore et sans saveur.

Pierre LE COHU

(1) Hélène Bleskine - *Les mots de passe* - Ed. Libres Hallier - en vente au journal - franco 34 F.

(2) *Dérive gauche* - Ed. Hallier - 1976.

"drole de vie"

Ce n'est pas le nom d'une chanson, mais celui d'un groupe, par le son d'ensemble, car il s'agit de deux personnalités différentes, qui se complètent à merveille sur le plan vocal.

Brigitte Wheeler, cévenole, parisienne d'adoption qui fit son apprentissage dans la chorale de l'église du Vigan, son pays natal. Très vite, elle découvre le folk et chante des chansons de Dylan ou Cohen, ainsi que des traditionnels. Elle compose à la guitare et au piano, sa voix s'accorde à l'apport rythmique de son accompagnement.

Gérard Daubannes, banlieusard rebuté par l'enseignement traditionnel qui se réfugie dans la musique et découvre la guitare autrement dit ce que l'éducation nationale ne lui apportait pas... Lui aussi très sensible au courant folk-song se construit un univers musical en composant des musiques en rapport avec sa sensibilité.

Avec ce goût en commun de la poésie, et, en cela plus proches de Cohen que du folk traditionnel, ils font des spectacles dans les M.J.C. Leurs efforts et leur

persévérance se concrétisent par l'enregistrement d'un 45 Tours où ils sont entourés de musiciens qui s'intègrent bien au climat de leurs chansons.

Car si un 45 Tours est destiné aux prétendus tubes, sans « rien derrière », à l'inverse, *Quai n° 5* et *Den Haag* laissent deviner que le climat poétique et les musiques en demi-teinte sont l'expression d'une authenticité, qui n'a jamais pensé au succès commercial.

Ce disque passe sur FIP, le grand juke-box radiophonique, il est bien accueilli par les radios, peut-être l'avez-vous déjà entendu ! Mais, en général, on n'achète pas un 45 Tours à moins qu'il ne s'agisse d'une rengaine. Pourtant si cette fois vous faisiez exception à la règle ?

François VIET

— Warner Bros 17119 - Distribution WEA Filipacchi music - Drôle de vie : *Quai n° 5*, *Den Haag*.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

.....
.....
désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :
ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

nos étrennes

La presse d'opinion se porte mal : mort de **Politique-Hebdo**, prochaine disparition de **Rouge** quotidien, licenciement du quart du personnel de **Libération**, sabotage de **Paris-Métro**, **Tribune socialiste** qui réclame 50 millions pour ne pas disparaître, et tous les autres titres, à des degrés divers, se débattent dans les difficultés financières. **Royaliste** n'échappe pas à cette situation, et cela ferait bien longtemps que notre journal aurait disparu si nos lecteurs ne comblaient pas régulièrement le déficit de notre caisse. Il faut dire aussi que **Royaliste** n'est pas un simple journal comme les autres, mais l'organe d'une communauté militante qui se sent solidaire des difficultés que nous éprouvons.

Alors, sans honte, nous venons faire la quête, une fois de plus, pour les « étrennes » de la **Nouvelle Action Royaliste**. Que nos lecteurs participent nombreux à notre souscription qui doit nous permettre d'assurer notre budget pour les trois mois à venir.

Même si vous ne pouvez nous envoyer qu'un don minime, faites-le, et puisque je suis sûr que vous répondrez nombreux à cet appel, je vous dis déjà : Merci.

Yvan AUMONT

P.S. : Adressez votre souscription à l'ordre de **Royaliste**, C.C.P. 18 104 06 N, Paris.

Voici classés par départements une liste de correspondants de **Royaliste**. Si vous désirez participer à notre effort de propagande, prenez contact en leur écrivant.

- 06 - NAF - BP 659 - 06012 NICE CEDEX.
- 13 - NAF - BP 38 - 13100 AIX-EN-PROVENCE.
- 24 - Laurent Dapoigny, Le Rivaud, 24700 MONTPON MENESTEROL.
- 27 - NAF - BP 857 - 76010 ROUEN CEDEX.
- 35 - NAF - BP 2536 - 35025 RENNES CEDEX.
- 44 - NAF - BP 203 - 44007 NANTES CEDEX.
- Pays de Retz - M. Jean-Luc Bouton - Royaliste - BP 29 - 44250 SAINT-BREVIN-L'OCEAN.
- 49 - NAF - BP 253 - 49002 ANGERS CEDEX.
- 51 - M. Betbèze, 8, rue Saint-Maurice, 51100 REIMS.
- 53 - NAF - BP 53 - 53200 CHATEAU-GONTIER.
- 56 - Mlle de Prunelé, Trécesson, CAMPENEAC - 56800 PLOERMEL.
- 64 - NAF - BP 556 - 64010 PAU CEDEX.
- 69 - NAF - BP 44 - 69397 LYON CEDEX 3.
- 72 - Mlle I. Jeanneteau, Rés. du Guivon, av. du Maréchal-Leclerc, 72300 SABLE.
- 76 - NAF - BP 857 - 76010 ROUEN CEDEX.
- 78 - NAF - BP 120 - 78003 VERSAILLES CEDEX.
- 83 - NAF - BP 612 - 83053 TOULON CEDEX.
- 88 - Mme Judicis, 4, rue Pasteur - 88000 EPINAL.

MERCREDIS DE LA N.A.R.

Conférence tous les mercredis dans les locaux du journal (entrée libre).

Tous les mercredis à partir de 19 h, dans les locaux du journal, 17, rue des Petits-Champs, (4^e étage), discussion libre autour du buffet (participation aux frais). A 20 h, début de la conférence.

RENNES

Reprise des permanences au local, 16, rue de Châteaudun, les lundi, mercredi et vendredi de 18 h à 19 h. Nos lecteurs ou sympathisants sont invités à venir prendre contact avec nous.

YVELINES

Réunion-débat avec **Philippe Vimeux** le samedi 16 décembre de 9 h à midi. Thème de la réunion « La pensée du Comte de Paris ». La réunion aura lieu au Centre-Huit, 8 Porte de Buc à Versailles (500m de la gare Chantiers).

TOULOUSE

Réunion d'information le vendredi 8 décembre à 18 h 30 avec la participation de **Bertrand Renouvin**. Nous convions tous les lecteurs et sympathisants de **Royaliste** à cette réunion qui aura lieu dans une salle réservée au Mercure-Saint-Georges, rue Saint-Jérôme à Toulouse.

BROCHURE DE PROPAGANDE

Une nouvelle petite brochure de propagande de 12 pages est maintenant disponible.

Son thème général : Pourquoi la monarchie, mieux que le système actuel, est-elle à même de résoudre un certain nombre de problèmes cruciaux pour l'avenir de notre pays. Quatre sujets abordés : la politique étrangère, la région, l'enseignement, l'économie.

Tarif : 1 ex. 2 F - 10 ex. 13 F - 50 ex. 48 F - 100 ex. 80 F - 200 ex. 146 F - 300 ex. 200 F (les frais de port sont inclus dans ce tarif).

PAYS DE RETZ

Réunion d'information à **MACHECOUL**, le vendredi 15 décembre à 20 h 30 dans la salle de la Bourse. Pour tous renseignements concernant les activités de la N.A.R. en Pays de Retz, écrire à notre correspondant : M. Jean-Luc Bouton, **ROYALISTE**, B.P. 29-44250 ST-BREVIN L'OCEAN.

BORDEAUX

Réunion le samedi 9 décembre de 18 h à 20 h à l'Hôtel Continental (1^{er} étage), 10 rue Montesquieu à Bordeaux, avec la participation de **Gérard Leclerc**, membre du Comité Directeur et rédacteur en chef de **Royaliste**. Tous les lecteurs et sympathisants y sont cordialement invités.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (50 F), un an (90 F), de soutien (150 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, Rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris



par
bertrand
renouvin

l'europe n'existe pas

Pourquoi s'énervent ? Dans sa conférence de presse du 21 novembre, le Président de la République a clairement indiqué qu'il n'était pas favorable à l'élargissement des pouvoirs de l'Assemblée européenne. Oubliées, les déclarations du Chancelier Schmidt sur le sujet. Effacé, le pas de clerc de Jean-Pierre Fourcade. En juin prochain, nous enverrons sereinement nos représentants siéger dans une assemblée qui restera bien sage. C'est la détente ou, comme le dit notre Président, la « décrispation ». Vraiment, il n'y a pas de quoi fouetter un chat. Rendons grâce à M. Giscard d'Estaing : dans cette atmosphère détendue, il est enfin possible de poser, paisiblement, une question, et de faire, tranquillement, quelques constatations.

UN PASSE-TEMPS ?

La question est la suivante : à quoi diable peuvent bien servir ces élections ? S'il s'agit effectivement d'élire une assemblée sans pouvoirs, à quoi bon mobiliser tant d'énergies, dépenser tant d'argent, et exposer une fois encore notre pays à d'inutiles affrontements ? Est-ce un grand jeu international ? Un passe-temps politicien ? Une distraction offerte au bon peuple ? Nul ne le sait. Mais une chose est claire : cette superstructure parlementaire qui ne signifie rien ne répond à rien et ne repose sur rien.

Car l'Europe n'existe ni dans les esprits ni dans les faits. Elle n'est pas le fruit d'une passion et elle ne répond pas à une nécessité passée pratique puisque le « projet européen » n'a cessé, depuis la guerre de se nier ou de se renier.

L'Europe n'existe pas, ou plus, dans les esprits. Sans doute, entre Robert Schuman, de Gasperi et Ade-

nauer, y avait-il une communauté d'idées et d'aspirations, une volonté de paix et de reconstruction. Mais les « pères fondateurs » sont morts et les technocrates ou les politiciens qui leur ont succédés n'ont pas de foi commune ou pas de foi du tout. L'Europe est une idée vieillie, qu'entretiennent pieusement quelques dévôts, ou le résidu de la grande peur née de la guerre froide. Rien, en elle, ne peut soulever les peuples, enthousiasmer la jeunesse. En mai 1968, le mot d'Europe a-t-il une seule fois été prononcé, l'idée une seule fois brandie sur les barricades du Quartier Latin et dans les usines occupées ?

VINGT ANS APRES

L'Europe n'existe pas non plus, dans les faits. Ce qui tient lieu, aujourd'hui, de « construction européenne » est l'aboutissement d'une longue série d'échecs, à chaque fois surmontés par une aveugle fuite en avant. La « Communauté Européenne de Défense » a échoué, tout comme la « Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier » : face à la menace soviétique, l'Europe a confié sa sécurité aux Américains, face aux crises des charbonnages et de la sidérurgie, chaque pays s'est débrouillé comme il a pu.

Pourtant, le Traité de Rome a été signé, de nouvelles institutions sont nées, un « marché commun » industriel, puis agricole, a été « réalisé ». C'était il y a vingt ans. L'Europe semblait alors la condition de la croissance économique, du bien-être des peuples et du progrès généralisé. Pourtant, rien n'est plus faux que cette équation entre le Marché Commun et le développement économique. Car il ne faut pas oublier que, si le Traité de Rome a été signé en 1957, les contingentements, les droits de douane et les restrictions aux mouvements de capitaux ont duré jusqu'au 1^{er} janvier 1966. Or c'est entre 1950 et 1966 que les économies européennes ont connu leur développement le plus rapide. Le Marché Commun n'a donc pas favorisé la croissance : il s'est seulement inscrit dans une phase de croissance... qu'il n'a pas pu prolonger puisque la « communauté européenne » n'a servi à rien lorsque les difficultés économiques ont commencé.

Mais s'agit-il bien d'une communauté ? Force est de constater que, dans des domaines essentiels, il n'y a pas de politique européenne commune, qu'il s'agisse de l'énergie, du nucléaire, de l'aéronautique civile et militaire, de l'aide aux régions défavorisées. Chaque pays achète, échange et investit

comme si le Marché commun n'existait pas. Chaque pays viole délibérément les règles communautaires, préférant appliquer celle du « chacun pour soi ». Mais pouvait-il en être autrement dans une Europe qui n'est qu'une réunion artificielle d'économies non complémentaires ?

L'ALIBI DE LA MEDIOCRITE

Il n'y a pas de communauté industrielle et monétaire. Il n'y a pas non plus de communauté agricole. Depuis que les pays européens se sont mis à dévaluer, le Marché commun agricole est devenu un système ingouvernable, incompréhensible, absurde et ruineux. La technique des montants compensatoires en a fait un maquis où les exportateurs se perdent, et qui se prête à des manœuvres qui n'ont rien à voir avec l'esprit européen. C'est aussi un échec commercial, puisque la C.E.E. croule sous le poids de ses excédents de lait, de beurre et de sucre, qu'elle ne peut exporter. C'est enfin un marché de dupes pour la France. Nous en reparlerons...

L'Europe n'existe ni comme foi, ni comme fait. Ce n'est pas une raison, dira-t-on, pour ne pas la construire « enfin ». Mais comment ? L'Europe a laissé passer sa chance, au temps de la guerre froide lorsque le danger pouvait, au moins un moment, la rassembler, comme pendant la période de croissance accélérée. Et ce n'est pas l'élection d'une assemblée au suffrage universel qui remplacera l'absence de projet commun et de solidarité : les députés « européens » n'exprimeront jamais que les contradictions idéologiques, politiques et nationales dont l'Europe est remplie.

Il reste, du rêve des européistes, un amas de règlements, des réunions et des discours solennels, une nostalgie vague, et quelques réflexes hérités de la guerre froide. Et il y aura, dans six mois, après des discours vides et faux, quelques sièges à prendre. Cela vaut-il la peine de se battre ?

Pendant que nous aurons les yeux fixés sur les sondages, les pays européens continueront d'aller vers leur destin : pour les uns, la puissance accrue ; pour les autres, l'enlisement dans la crise. Les yeux fixés sur les premiers, nous subissons le sort des seconds. Si nous ne « rattrapons » pas l'Allemagne (beau modèle !), nous nous consolons avec les malheurs des autres. Et l'Europe deviendra l'alibi de notre médiocrité. Il devrait être possible, pour la France, de former d'autres projets.

Bertrand RENOUVIN